



Commission Inclusion Sociale
et Démocratie Participative CGLU

**COMMISSION INCLUSION SOCIALE
ET DEMOCRATIE PARTICIPATIVE**

**REUNION DU GROUPE DE COORDINATION
BARCELONE, 30 JUILLET 2009**

COMPTE-RENDU



Ajuntament de Barcelona

ORDRE DU JOUR

1. Suivi du Plan de Travail 2008 – 2010 CISDP

- Inclusion sociale: publication *Pour un monde de villes inclusives*; Observatoire international d'inclusion sociale; Sommet international de maires et mairesses pour l'inclusion sociale (Barcelone, 2010)
- Démocratie participative: document politique de démocratie participative; articulation avec l'OIDP
- Droits Humains et gouvernements locaux: Charte-Agenda Mondiale des Droits de l'Homme dans la Cité; articulation avec le mouvement de villes de la Charte Européenne des Droits de l'Homme dans la Ville

2. Planification stratégique pour la période 2010 – 2011

3. Agenda 2009

- CISDP: Réunion Annuelle 2009. 21 novembre, Reggio Emilia (Italie)
- CGLU: Conseil mondial 2009. 12–14 novembre, Guangzhou (Chine)
- FAL et FALP
- Autres activités

La Réunion du Groupe de Coordination de la Commission Inclusion Sociale et Démocratie Participative de CGLU a eu lieu à Barcelone, le 30 septembre 2009, de 10h00 à 13h00. Ont pris part à cette rencontre des représentants de la Présidence (Barcelone), de deux des Vice-présidences (Saint-Denis et Ecatepec), du Groupe de Travail « Droits de l'Homme et Gouvernements locaux » (Nantes – Pays de la Loire), ainsi que du Secrétariat Technique Exécutif.

Les décisions qui ont été prises lors de cette réunion ont été les suivantes.

1. SUIVI DU PLAN DE TRAVAIL 2008 - 2010

Inclusion Sociale

- Publication Pour un monde de villes inclusives : Barcelone a présenté la publication et a fait une brève revue sur la manière dont a été créé le document de positionnement politique en matière d'inclusion sociale qu'elle contient. Dans le but de donner vie à ce document, elle encourageait les autres villes présentes à engager un débat sur ce document au sein de leurs Conseils Municipaux respectifs, idée qui avait été lancée par la ville de Cordoue lors de la 2^{ème} Réunion Biannuelle 2008 CISDP et que Barcelone a mise en pratique au mois de mars dernier. Nanterre a très bien accueilli la publication et la méthodologie participative qui a été empruntée pour élaborer le document, mais elle a aussi indiqué que la séance de débat politique portant sur l'inclusion sociale qu'a organisé la CISDP lors du Conseil Mondial d'Istanbul a été trop rigide, ne laissant par ailleurs aucune possibilité de débat avec le public assistant. Dans ce sens, l'engagement a été pris d'éviter au plus la bureaucratisation des initiatives de la Commission et d'élaborer une résolution à présenter à CGLU visant à contribuer à ce que l'organisation minimise son degré de bureaucratisation.
- Observatoire International d'Inclusion Sociale. Barcelone a informé qu'au cours du premier semestre 2009, des démarches ont été entreprises auprès de différentes collectivités locales (Gouvernement de la Catalogne [*Generalitat de Catalunya*], Conseil Général de Barcelone [*Diputación de Barcelona*] et l'Agence Espagnole de coopération internationale pour le développement – AECID) dans le but d'étendre l'engagement politique et économique existant en vue de créer l'Observatoire. Elle a communiqué que le Gouvernement de la Catalogne [*Generalitat de Catalunya*] a d'ores et déjà signifié son engagement quant à cette initiative et qu'elle prévoit de recevoir la réponse définitive du Conseil Général de Barcelone [*Diputación de Barcelona*] juste après l'été. Quant à l'AECID, les chances de recevoir son soutien seront connues dans le courant de la saison d'automne prochaine. Enfin, Barcelone a ajouté qu'au mois de septembre, une réunion avec les institutions concernées sera convoquée en vue d'amorcer la création de l'Observatoire, le choix d'un centre de recherche capable de se charger de la recherche de politiques innovantes d'inclusion sociale étant le premier point à aborder. Ecatepec a proposé de créer un groupe de recherche collégial formé d'experts de différentes régions du monde. À cet effet, elle a suggéré les noms de deux éventuels chercheurs : Boaventura de Sousa Santos (Portugal) et Aldaiza Sposati (Brésil).

- Sommet International de Maires pour l'Élimination de la Pauvreté. Barcelone a fait une brève exposition de la proposition qui a été élaborée pour l'organisation de ce sommet en 2010. Nanterre, Saint-Denis et Ecatepec ont été d'accord pour dire qu'il fallait y inviter non seulement les grandes villes, mais aussi des villes de la périphérie ou des communautés indigènes. Ecatepec a également ajouté que la société civile devait aussi être représentée à cet événement. Quant aux axes thématiques, Saint-Denis a suggéré d'introduire la question du droit au travail en alléguant que la garantie de l'inclusion sociale passait nécessairement par la garantie de l'inclusion économique des citoyens, tâche qui demande à ce que le secteur économique assume aussi certaines responsabilités. Enfin, Nanterre a averti du fait qu'un grand nombre d'activités internationales sont prévues en Espagne dans le courant du premier semestre de l'année 2010 (puisque, au cours de cette période, l'Espagne aura la Présidence de l'Union Européenne) et a demandé à ce que le sommet ne se tienne pas en même temps que le FALP de Getafe, qui aura lieu mi-mai 2010. À ce propos, Nantes – Pays de la Loire a ajouté qu'une rencontre internationale de villes pour la lutte contre la pauvreté, promue par le PNUD, aura lieu au printemps 2010.

Démocratie participative

- Document de positionnement politique sur la démocratie participative. Nanterre a déclaré qu'il ne serait pas plus intéressant d'élaborer un document de positionnement politique sur la démocratie participative que de lancer une réflexion qui permette de faire un bilan des 10 dernières années de participation des villes à des réseaux de démocratie participative. D'après elle, ce qui est vraiment important c'est d'évaluer la manière dont il a été contribué à la promotion de la participation citoyenne dans le cadre du municipalisme international au travers des différents instruments et processus dont dispose ce dernier, et de définir quels peuvent être les défis à venir sur le chemin du renforcement de la démocratie locale. De même, elle a ajouté qu'au lieu d'organiser des séminaires spécifiques visant à l'étude de cette question (tout comme le suggère la feuille de route de la documentation), il serait plus efficace de profiter d'événements qui doivent avoir lieu (comme, par exemple, la réunion de Reggio Emilia ou le FALP de Getafe) pour convoquer des journées de travail sur ce sujet. Ecatepec a proposé que México D.F. soit l'un des foyers du débat.
- Articulation avec l'OIDP. Ecatepec a déclaré que la réunion entre l'OIDP et la CISDP, qui se tiendra à Reggio Emilia, au mois de novembre de cette année, doit être bien préparée à l'avance en établissant ensemble un ordre du jour qui permette d'avancer dans l'articulation des deux réseaux. De même, elle a informé que la Ville de México tente de faire coïncider les dates du prochain Congrès Mondial de CGLU et celles de la X^e Conférence Annuelle de l'OIDP, ce qui contribuerait à renforcer encore davantage les liens qui existent entre ces deux organisations. Nanterre s'est réjouie des progrès réalisés dans le renforcement de l'articulation OIDP-CISDP.

Droits de l'Homme et Gouvernements locaux

- Charte-Agenda Mondiale des Droits de l'Homme dans la Cité. Nantes – Pays de la Loire a informé de l'état de la question et a indiqué que le projet de la Charte-Agenda se trouvait à l'heure actuelle en phase de discussion. Malgré le faible degré de participation au forum créé à cet effet, quelques apports intéressants ont déjà été réalisés et contribuent à l'amélioration du projet. Dans ce sens, celle-ci a indiqué qu'il était actuellement travaillé au renforcement de la question de l'égalité de genre dans le texte. Alors que Saint-Denis a proposé d'introduire dans la Charte-Agenda le binôme inclusion économique / inclusion sociale, Nanterre a indiqué que la question

des droits de l'homme dans la métropole n'y était pas suffisamment traitée. À ce propos, elle a ajouté que, compte tenu de l'évolution rapide que connaît actuellement l'échelle urbaine, les métropoles se trouvent confrontées à des nouveaux défis ; cela demande à ce que les droits de l'homme soient redéfinis afin que ces derniers prévoient aussi ces nouvelles réalités que connaît la périphérie. Enfin, Saint-Denis a souligné que la Charte-Agenda devait être un document utile et qu'elle ne devait donc pas rester lettre morte ; que, dans ce sens, il était indispensable de bien définir les responsabilités spécifiques des gouvernements locaux, des états centraux, du secteur économique et des citoyens.

- Articulation avec le mouvement des villes de la Charte Européenne des Droits de l'Homme dans la Ville. Saint-Denis a informé tous les autres participants de l'incorporation récente à la Commission du mouvement des villes de la Charte Européenne des Droits de l'Homme dans la Ville. Elle a indiqué, avec Nanterre, qu'il fallait rechercher le moyen de faire converger la Charte-Agenda et la Charte Européenne, initiatives qui, jusqu'à présent, étaient restées indépendantes l'une de l'autre. Enfin, elle a suggéré que des rencontres spécifiques soient organisées pour le Groupe de Travail « Droits de l'Homme et Gouvernements Locaux », dans le cadre des réunions de la Commission, aux fins d'aborder cette question.

2. PLANIFICATION STRATEGIQUE 2010 - 2011

Par manque de temps, ce point de l'ordre du jour n'a pas pu être beaucoup développé. Cependant, quelques idées intéressantes ont été lancées pour définir le futur travail de la Commission :

- Proposition de Barcelone. À partir des informations et des connaissances recueillies par l'Observatoire International d'Inclusion Sociale, la Commission pourrait promouvoir des projets de coopération décentralisée en matière d'inclusion sociale qui permettent de fournir une assistance technique aux collectivités locales. Il serait ainsi contribué à la promotion d'une plus grande socialisation des expériences tirées du concept de politiques d'inclusion. Cette initiative pourrait être mise en marche après le Congrès Mondial de CGLU.
- Proposition d'Ecatepec. Consolider l'espace de travail constitué par le Groupe de coordination de la CISDP, récemment créé. Promouvoir le contact et la communication permanente auprès de ses membres.
- Proposition de Nanterre. Travailler pour que la CISDP constitue un espace ouvert aux petites villes et tenter ainsi de garantir leur participation à la direction de CGLU. Le regard qu'apporte la périphérie des villes est indispensable pour disposer d'une vue réelle du monde urbain.

3. AGENDA 2009

- CISDP. Barcelone a annoncé que la prochaine réunion de la Commission se tiendra à Reggio Emilia (Italie), le 21 novembre 2009, dans le cadre de la Conférence Annuelle de l'OIDP. Elle a présenté la proposition d'ordre du jour, concernant lequel différents apports ont été effectués : présenter un rapport sur le travail du Groupe de Coordination de la CISDP (apport d'Ecatepec) ; organiser un débat visant à proposer



des améliorations du fonctionnement de CGLU (minimisation de la bureaucratisation de l'organisation) qui pourraient être présentées lors du prochain Congrès Mondial (apport de Nanterre). Concernant le point de l'ordre du jour se rapportant à la présentation de candidatures à la présidence et aux vice-présidences CISDP 2011-2013, il a été insisté sur le besoin de garantir l'équilibre géographique et entre les femmes et les hommes.

- FALP : Nanterre a annoncé que le prochain FALP aura lieu à Getafe (Espagne), à la mi-mai. L'événement compte déjà sur le soutien d'un grand nombre de villes périphériques et de petites capitales espagnoles. Elle a encouragé la CISDP dans son entier à venir se joindre au groupe de villes et d'institutions qui ont déjà confirmé leur participation à ce rendez-vous.

ANNEXE 1: APPORT D'AUBAGNE

**Message de Magali GIOVANNANGELI,
Première adjointe au maire d'Aubagne,
vice-présidente de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.**

Dans l'impossibilité de participer à la réunion du groupe de coordination de la commission « Inclusion sociale et démocratie participative » de Cités et gouvernements locaux unis programmée ce mardi 30 juin à Barcelone, je souhaite ici avancer brièvement quelques-unes de mes réflexions.

D'abord, je salue l'activité de la présidence de la commission – mes compliments s'adressent également à Eva GARCIA CHUECA pour la qualité de son travail et sa grande disponibilité – qui a su fédérer une diversité de compétences et générer un partage des réflexions et des initiatives. Il est réconfortant de voir ces réelles avancées conviées à franchir de nouvelles étapes structurantes, notamment lors de la réunion annuelle de Reggio Emilia.

Je partage la démarche engagée et les visées recherchées. Les logiques impulsées par la commission « Inclusion sociale et démocratie participative », affirmées avec plus d'audace, sont de nature à nourrir et à enrichir toutes les commissions de Cités et gouvernements locaux unis. Je pense que les thématiques d'inclusion sociale et de démocratie participative sont au cœur de l'avenir, de tous les avenirs. Par ailleurs, j'ai le sentiment qu'il serait opportun d'envisager un rapprochement avec l'Observatoire international de la démocratie participative afin de revisiter les enjeux de la citoyenneté du 21^{ème} siècle en harmonisation avec l'essor d'alternatives progressistes à la crise systémique mondialisée.

Enfin, la lecture du « brouillon de l'ordre du jour » de la réunion annuelle du 21 novembre 2009 m'invite à exprimer deux petits commentaires :

Les discussions relatives à la présidence et aux vice-présidences de la commission devraient s'inspirer des recommandations du conseil mondial de Cglu à Istanbul, à savoir œuvrer vers la parité homme-femme et respecter un équilibre géographique. Une présence africaine pourrait se révéler opportune me semble-t-il ; elle enverrait un signe aux autres commissions de Cglu.

A Reggio Emilia, il serait bien également de favoriser de brefs exposés de gestions locales progressistes qui s'inscrivent dans des logiques humaines émancipatrices. Par temps de crise, j'estime qu'il est essentiel de faire réfléchir les élus sur de nouveaux possibles, à partir de politiques locales innovantes et, espérons-le, entraînantes...

D'une manière générale, j'ai plaisir à confirmer que la Ville d'Aubagne est plus que jamais disposée à s'impliquer toujours plus activement dans l'activité de la commission présidée par Ricard GOMÀ.

ANXÈXE 2: LISTE DES PARTICIPANT-E-S

SITUATION AU SEIN DE LA CISDP	VILLE / INSTITUTION	REPRÉSENTANT-E
Présidence	Barcelone	Ricard Gomà
Vice-présidence	Saint-Denis	Patrick Braouezec (Plaine Commune)
		Julie de Connink (Plaine Commune)
	Ecatepec	Alejandro Luévano (AALMAC*)
Animateurs du Groupe de Travail "Droits Humains et Gouvernements Locaux"	Nantes - Pays de la Loire	Franck Barrau (SPIDH*)
		Séverine Calza (SPIDH*)
Représentant du FAL	Nanterre - FALP	Antonio Aniesa
Secrétariat CISDP		Eva Garcia Chueca
TOTAL PARTICIPANT-E-S		8

* Association des Autorités Locales de México, A.C.

* Secrétariat International Permanent "Droits de l'Homme et Gouvernements Locaux", Nantes - Pays de La Loire (France)